



POUVOIR JUDICIAIRE

C/400/2021

ACJC/1625/2024

**ARRÊT**

**DE LA COUR DE JUSTICE**

**Chambre civile**

**DU MARDI 17 DECEMBRE 2024**

Entre

**A**\_\_\_\_\_ **SARL**, sise \_\_\_\_\_, appelante d'un jugement rendu par la 2ème Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 16 août 2024, représentée par Me François BELLANGER, avocat, Poncet Turrettini, rue de Hesse 8, case postale, 1211 Genève 4,

et

**B**\_\_\_\_\_ **SA**, sise \_\_\_\_\_, intimée, représentée par Me Benoît CARRON, avocat, Bonnard Lawson Région Genève SA, route du Grand-Lancy 2, case postale, 1211 Genève 26.

Le présent arrêt est communiqué aux parties par plis recommandés du 20 décembre 2024.

---

Vu, **EN FAIT**, le jugement JTPI/9667/2024 rendu le 16 août 2024 par le Tribunal de première instance dans la cause C/400/2021;

Vu l'appel formé le 23 septembre 2024 par A\_\_\_\_\_ SARL à l'encontre de ce jugement;

Attendu que par courrier du 13 décembre 2024, A\_\_\_\_\_ SARL a déclaré retirer son appel;

Considérant, **EN DROIT**, qu'une transaction, un acquiescement ou un désistement d'action a les effets d'une décision entrée en force (art. 241 al. 2 CPC);

Que dans un tel cas, l'autorité saisie raye l'affaire du rôle et statue sur les frais (art. 241 al. 3 et 104 al. 1 CPC);

Qu'il sera dès lors pris acte du retrait de l'appel et la cause sera rayée du rôle;

Qu'aucun acte d'instruction n'ayant été effectué, il est renoncé à la perception de frais judiciaires d'appel (art. 7 al. 2 RTFMC).

\* \* \* \* \*

**PAR CES MOTIFS,**

**La Chambre civile :**

Prend acte du retrait de l'appel formé le 23 septembre 2024 par A\_\_\_\_\_ SARL contre le JTPI/9667/2024 rendu le 16 août 2024 par le Tribunal de première instance dans la cause C/400/2021.

Dit qu'il n'y a pas lieu à perception de frais judiciaires d'appel.

Raye la cause du rôle.

**Siégeant :**

Monsieur Laurent RIEBEN, président; Madame Paola CAMPOMAGNANI, Madame Nathalie RAPP, juges; Madame Jessica ATHMOUNI, greffière.

**Indication des voies de recours :**

*Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.*

*Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.*

*Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.*